

JEAN BÉCARUD

Eglise et politique
dans l'après-franquisme
(1975-1978)

On sait que l'Eglise catholique, après une longue période de quasi-identification avec le régime issu du 18 juillet 1936, avait, autour de l'année 70, commencé à prendre de plus en plus nettement ses distances. Peu à peu, durant la longue fin de règne du *caudillo*, le contentieux n'avait cessé de s'alourdir entre l'Eglise et l'Etat créant une situation de fait bien différente des relations étroites et confiantes qu'avait concrétisées le Concordat de 1953. Bien plus, la nécessaire révision de ce Concordat posait des problèmes apparemment insolubles, le gouvernement espagnol et le Vatican restant chacun sur ses positions. Certes, au sein de l'Eglise en tant que puissance instituée — la seule qui nous intéresse ici —, on pouvait relever des tendances très divergentes et nombre d'évêques et de prêtres demeuraient attachés au régime par des liens d'étroite allégeance, mais les organismes directeurs de l'Eglise, et en tout premier lieu la Conférence épiscopale, étaient désormais passés sous le contrôle d'hommes pour lesquels le « national-catholicisme » d'antan représentait un épisode sans doute historiquement explicable, en tout cas révolu et dépassé. Le président de la Conférence épiscopale, le cardinal Tarancón, archevêque de Madrid, devenu la bête noire des ultras du régime, incarnait mieux que quiconque l'état d'esprit de prudente ouverture de la majorité des évêques.

La mort du général Franco donna l'occasion aux différents courants qui se partageaient l'épiscopat de se manifester au grand jour. Tandis que les évêques « intégristes », tel Mgr Guerra Campos, faisaient un éloge dithyrambique du disparu et que le cardinal-primat, l'archevêque de Tolède, González Martín, insistait sur tout ce que l'Eglise espagnole devait au défunt *caudillo*, les cardinaux Jubany,

archevêque de Barcelone, et Tarancón se montraient remarquablement sobres et discrets. On ne s'étonnera pas, dans ces conditions, de la manière dont les rôles furent partagés, si l'archevêque de Tolède présida les funérailles du général Franco, le porte-parole de l'Eglise, lors de l'intronisation du roi Juan Carlos, fut le cardinal Tarancón.

I

Ce jour-là, le 27 novembre 1975, l'archevêque de Madrid affirma avec force que l'Eglise ne réclamaient aucun privilège et n'était attachée qu'à la liberté de pouvoir accomplir sa mission. Mais le cardinal n'en était pas moins très net quant à ce que l'Eglise attendait du « nouveau cours ». L'autorité, affirmait le prélat, devait respecter les droits de l'homme, assurer la participation de tous aux problèmes communs et aux décisions du gouvernement, tandis que la justice commandait une meilleure répartition des biens. Ce texte, équilibré mais audacieux, dont on sut bientôt qu'il avait d'abord été préparé par des théologiens et des journalistes réputés d'esprit ouvert puis soumis ensuite à la Maison royale, fit sensation. Une bonne partie de la presse souligna aussitôt que le cardinal avait lancé un appel à la réconciliation nationale autour d'une monarchie à contenu progressivement démocratique, tout en définissant la ligne de conduite de l'Eglise au cours de l'époque de transition, délicate entre toutes, qui s'ouvrait.

Souhait tacite d'un régime monarchique respectueux du droit de la personne et renforçant peu à peu son caractère démocratique, installation de l'Eglise dans une neutralité bienveillante face au nouveau pouvoir sans que soient perdus de vue pour autant les intérêts à sauvegarder dans quelques secteurs essentiels, ce qu'on a appelé le « taranconisme » était né. Avec diverses vicissitudes, on peut dire que, au moment où ces lignes sont écrites, il dure encore. Ce serait pourtant une erreur de croire que le caractère délibérément conciliateur du « taranconisme » ne se soit pas heurté à des résistances. Sans parler des mouvements politico-religieux d'extrême-droite, tels les fameux *Guerrilleros del Cristo Rey* qui ont bénéficié, et bénéficient encore de l'appui agissant de certains membres du clergé, une association comme les *Hermandades sacerdotales* — regroupant les prêtres demeurés fidèles à l'idéologie du *Mouvement national* considéré comme le rempart contre le libéralisme et le communisme — n'a pas manqué de stigmatiser la politique d'abandon suivie tant par l'Eglise que par le nouveau pouvoir après la mort du général Franco. Mais ni la masse du clergé, ni la majorité des évêques n'ont suivi.

On constate, d'ailleurs, dès 1976, une détente manifeste entre le

Vatican et le nouveau pouvoir espagnol. Huit mois après l'avènement du roi Juan Carlos est signé le premier des accords partiels destinés à se substituer à un Concordat devenu caduc. Répondant à un vœu depuis longtemps exprimé par le Saint-Siège, le nouveau chef de l'Etat espagnol renonce au privilège de présentation des évêques. Quant aux autres problèmes litigieux, le Vatican et le gouvernement de Madrid décident de procéder à leur règlement dans un délai de deux ans.

Avec le gouvernement Suárez et le référendum de décembre 1976, le processus de transformation constitutionnelle du pays se trouvait entamé. Les autorités religieuses évitèrent de s'engager à l'occasion de ce référendum, la Conférence épiscopale se bornant à prôner une complète liberté de propagande pour cette consultation nationale de portée décisive.

Mais, après le succès du référendum et une fois décidé le principe d'élections générales pour désigner de nouvelles Cortès, l'Eglise se trouva en face d'une situation infiniment plus délicate. A l'occasion de ces élections, fixées au mois de juin 1977, on assista à une étonnante prolifération de groupes politiques ne contribuant guère à simplifier le choix d'un corps électoral privé depuis quarante ans de son droit de suffrage. L'Eglise allait-elle clarifier le débat en prenant des positions claires au risque de se voir accusée d'immixtion cléricale ? Allait-elle, au contraire, s'en tenir délibérément au plan des principes les plus généraux ? Non sans habileté, la Conférence épiscopale, en février puis en avril 1977, adopta une position nuancée apparemment au moins fort proche de la deuxième option. Les évêques proclamèrent avec force leur indépendance vis-à-vis des partis, mais sans pour autant se réclamer d'une neutralité totale en raison même des implications sociales du message chrétien.

Si l'on se souvient que, quelques années auparavant encore, maints observateurs voyaient, après la mort de Franco, un puissant parti démocrate-chrétien, de type plus ou moins italien, devenir l'arbitre de la situation, il était évident que les réserves expresses des documents épiscopaux à l'égard des partis confessionnels ou se prévalant d'une étiquette chrétienne (1) constituaient un fait nouveau. Il devait se révéler lourd de conséquences. Incapables de se regrouper, tirillés entre le clan des Gil Robles père et fils et les amis gauchisants de Ruiz Jiménez, les formations démocrates-chrétiennes furent écrasées lors du scrutin de juin 1977. Elles ne se maintinrent

(1) Même si, ultérieurement, les évêques nuancèrent les termes et admirent les partis « d'inspiration chrétienne ».

que dans les régions à vocation autonomiste : Catalogne et provinces basques, où, sinon la hiérarchie ecclésiastique du moins le clergé paroissial ne leur ménagea pas son appui. En fait, le grand bénéficiaire de l'attitude officielle de l'Eglise fut la coalition gouvernementale, l'« UCD », constituée rapidement par le Président Suarez peu de temps avant les élections, et dans laquelle figuraient d'ailleurs, à côté d'ex-franquistes repentis, des éléments d'origine démocrate-chrétienne, des libéraux et des sociaux-démocrates.

Mais, si l'Eglise semble bien avoir contribué, pour sa bonne part, à faire de l'« UCD » le parti le plus nombreux aux Cortès et l'axe de la vie publique espagnole depuis juin 1977, il serait injuste de ne pas remarquer que les réticences de la hiérarchie à l'égard de la démocratie chrétienne ont entraîné une autre conséquence non négligeable. Les éléments catholiques les plus avancés ont pu ainsi apporter plus aisément leurs suffrages à la gauche et notamment au Parti socialiste. Relative diversification des choix politiques offerts aux catholiques, accent — prudemment — mis sur les nécessaires distinctions entre croyances religieuses et exigences de la société civile, tout cela répondait aux tendances profondes du cardinal Tarancon qui semble bien avoir, une fois de plus, joué un rôle déterminant dans les prises de position de la majorité des évêques au printemps 1977. Mais la discussion du projet constitutionnel devant les Cortès, au cours des mois qui suivirent, allait soudain réveiller de vieilles blessures et ouvrir une brève crise tout en révélant au sein de l'épiscopat l'existence de tensions internes plus complexes qu'on pouvait le supposer.

II

En effet, réunie en novembre 1977, l'Assemblée plénière de l'épiscopat publiait, à l'issue de ses travaux, un communiqué intitulé : *Les valeurs morales et religieuses dans la Constitution* mettant vivement en garde l'opinion contre l'« interprétation laïciste » du projet constitutionnel qui lui semblait en train de prévaloir devant les Cortès. Une telle attitude méconnaissait, d'après les évêques, « la réalité religieuse des Espagnols avec son poids indubitable de catholicisme ». Et le communiqué ajoutait que « proclamer dans l'abstrait la liberté religieuse réduite à une simple liberté de conscience et du culte était insuffisant » ; il fallait aussi que soit assurée la « liberté d'évangélisation » impliquant des « moyens d'assistance et d'éducation ».

Ce texte fit sensation. Il donnait, en effet, l'impression d'une

rentrée délibérée de l'Eglise sur la scène politique. La « retemporalisation » d'une institution qui semblait avoir pris ses distances avec le pouvoir fit surgir, d'un coup, de mauvais souvenirs. La collusion de l'Eglise avec le franquisme et, au-delà, son comportement hostile ou réticent durant la II^e République resurgissaient dans les esprits, alors que, plus ou moins tacitement, et grâce aux prudenances du « taranconisme », on avait évité jusque-là de faire trop souvent allusion au passé. Le Parti socialiste se montra particulièrement virulent, peut-être parce que nombre de ses dirigeants, à commencer par Felipe Gonzalez, venaient d'une gauche chrétienne tout spécialement sensibilisée aux empiétements cléricaux. Nombre de commentateurs ne manquèrent pas de souligner aussi qu'affirmer le caractère catholique de la société espagnole, comme le faisaient les évêques, était d'autant plus paradoxal que l'Eglise était notoirement en perte d'influence, dans la jeunesse et les milieux urbains notamment.

Le brusque coup d'arrêt épiscopal, avalisé par le cardinal Tarancón lui-même, exige, pour être bien compris, que l'on se reporte aux tendances et aux courants existant au sein des milieux dirigeants de l'Eglise espagnole. Globalement d'accord avec l'archevêque de Madrid tant qu'il s'était agi de favoriser la libéralisation progressive d'une monarchie théoriquement à l'origine simple héritière du franquisme, tout un groupe d'évêques semblent avoir réalisé soudain avec inquiétude que la nouvelle Constitution s'orientait vers une déconfessionnalisation totale du nouvel Etat. Ces prélats, groupés autour de Mgr Yanes, archevêque de Saragosse, Mgr Cirarda, archevêque de Pampelune, Mgr Montero, archevêque auxiliaire de Séville, ont un point commun : leurs liens étroits avec le puissant groupe de la *Editorial Católica* qui publie plusieurs quotidiens, dont le très influent *Ya*, et contrôle une chaîne d'émetteurs radiophoniques. On mesure assez mal hors d'Espagne l'importance de ce que les initiés appellent la *Santa Casa*. Appuyés par la majorité de la très influente *Asociación Católica Nacional de Propagandistas*, la *Editorial Católica*, ses hommes et ses filiales ont marqué l'Espagne contemporaine d'une façon peut-être plus durable — et par des moyens moins discutables aussi — que l'*Opus Dei*. C'est de la *Santa Casa* que se réclamait le secteur qualifié de « démocrate-chrétien collaborationniste », qui a pratiqué longtemps une politique d'appui, bien que parfois réticent et critique, au franquisme. Or, alors que Mgr Tarancón et ses conseillers, notamment son vicaire général Martín Patino, sans se désintéresser de l'influence de l'Eglise sur la vie sociale se veulent relativement indépendants du pouvoir et

des forces politiques, le groupe Cirarda-Yanes se refuse à une telle marginalisation, à ses yeux illogique, et reste fidèle à un engagement plus direct par le biais des partis politiques où les catholiques militants sont nombreux. Dans le fond, ces évêques sont très proches des conceptions qui continuent de prévaloir dans un large secteur de l'Eglise italienne, celui dont Mgr Benelli est le chef de file, et qui, à propos du divorce ou de la collaboration avec les communistes, n'a pas hésité à hausser le ton et à faire pression sur la démocratie chrétienne. Ce n'est pas pour rien que les amis de Mgrs Cirarda et Yanes passent pour avoir l'appui de certains milieux du Vatican. En schématisant, disons que si Mgr Tarancón représente le centre gauche, le courant Cirarda-Yanes figure, lui, le centre droit. Un centre droit dont le président de la Conférence épiscopale, sous peine de se trouver assez isolé, était bien obligé de tenir compte, ainsi peut s'expliquer, semble-t-il, le coup d'arrêt de novembre 1977.

Mais la brusque tension créée par l'intervention de la Conférence épiscopale ne devait pas se prolonger longtemps. Dès le mois de décembre 1977, les députés *ucedeistas* renoncèrent à conserver la rédaction de l'article du projet constitutionnel le plus litigieux. Le texte du compromis finalement adopté par le Congrès des Députés, et repris tel quel plus tard par le Sénat, dispose, après avoir garanti la liberté idéologique, religieuse et de culte, qu'« aucune confession n'aura un caractère étatique. Les Pouvoirs publics tiendront compte des croyances religieuses de la société espagnole et maintiendront avec l'Eglise catholique et les autres confessions les relations de coopération qui en découlent ».

C'est aussi l'esprit de compromis qui l'emporta, provisoirement au moins, en mars 1978, lorsque la Conférence épiscopale eut à renouveler ses dirigeants et ses commissions spécialisées. Alors qu'il semblait très menacé à la fin de 1977, le cardinal Tarancón voyait son mandat renouvelé pour la troisième fois. Mais les observateurs ne manquèrent pas de relever que Mgr Cirarda devenait vice-président de la Conférence épiscopale et que certaines des plus importantes commissions étaient désormais présidées par des amis de l'archevêque de Saragosse, ce dernier étant lui-même placé à la tête de la Commission de l'Enseignement, poste capital dans la conjoncture présente, et qui peut lui servir de marchepied pour l'avenir.

En effet, si l'on s'est longuement étendu, comme il est normal, sur la délicate mise en forme du statut général de l'Eglise et de l'Etat dans l'Espagne nouvelle, l'école, plus encore peut-être que des questions comme le divorce ou même l'avortement, reste l'un

des « points chauds » des relations futures entre la hiérarchie catholique et les Pouvoirs publics. L'article 27 de la Constitution dispose certes : « Est reconnue aux personnes physiques et juridiques la liberté de créer des centres d'enseignement, dans le respect des principes constitutionnels. » Mais cet article, mal accepté par certains socialistes et chrétiens de gauche qui prônent une conception rigide et peu défendable du monopole d'Etat, ne satisfait pas non plus les partisans les plus combatifs de l'enseignement privé. Il reste, en fait, à voter une loi organique détaillée sur l'éducation. L'élaboration de cette loi sera certainement laborieuse, compte tenu des intérêts et des passions en cause. Le problème scolaire, avec toutes ses implications, est au moins aussi complexe en Espagne qu'en France et mériterait à lui seul de longs développements qui ne peuvent trouver place ici.

A l'automne 1978, c'est hors des enceintes parlementaires qu'une décision de grande portée a été prise. Dans le cadre des négociations directes liées à la révision du Concordat entre le Vatican et le gouvernement espagnol, un accord de principe s'est fait entre les deux partenaires pour une formule de subvention budgétaire à l'Eglise s'inspirant, avec des variantes, du système de l'Allemagne fédérale, les citoyens qui se reconnaissent catholiques payant un impôt spécial. La façon dont le gouvernement Suárez a pris de court les partisans d'un financement de l'Eglise par ses propres moyens — quelques évêques, rares il est vrai, s'étant déjà prononcés dans ce sens — a été désagréablement ressentie par une partie de l'opinion. Les réticences les plus fortes sont venues, là aussi, des socialistes et des intellectuels catholiques de gauche ; les communistes considérant la solution choisie comme la plus raisonnable, au moins pour une période de transition.

Ces dernières péripéties prouvent que l'on est encore loin dans l'Espagne actuelle d'un régime de séparation de l'Eglise et de l'Etat sur le modèle français tel que le souhaite l'aile la plus avancée de l'opinion catholique. Pourtant, un homme aussi peu suspect de conformisme que José Luis Aranguren a reconnu que des progrès réels ont été accomplis dans la voie d'une « désacralisation » de la politique espagnole dont l'Eglise et l'Etat ne peuvent, chacun pour sa part, que tirer bénéfice. Il est significatif de noter qu'en octobre dernier le cardinal Tarancón, s'exprimant en tant que président de la Conférence épiscopale, prend bien soin, à propos du référendum constitutionnel, de s'en remettre à la liberté d'appréciation des catholiques, leur laissant la responsabilité personnelle de leur choix. On est bien loin de l'attitude d'un cardinal Segura

accueillant, en 1931, l'avènement de la II^e République avec parti pris et répulsion. Mais rien ne permet de penser pour autant qu'Eglise et Etat vont connaître dans l'Espagne de demain une ère de relations idylliques. Le même Mgr Tarancón estimait, il y a peu, que la nouvelle étape que l'Eglise et la société espagnole allaient avoir à vivre serait sans doute marquée par moins de conflits mais par plus de difficultés. Le nombre et l'importance des questions qui demeurent en suspens font qu'on ne peut que souscrire pleinement à un tel pronostic.